

<https://www.ujfp.org/spip.php?article6319>



Le leader de l'Union juive française pour la paix se confie à Algeriepatriotique

- L'UJFP en action - Les plumes de l'UJFP -



Date de mise en ligne : mardi 17 avril 2018

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

14 avril 2018

Le coprésident de l'Union juive française pour la paix (UJFP), Pierre Stambul, a bien voulu répondre aux questions d'Algeriepatriotique. Pour lui et pour l'association antisioniste qu'il codirige, « la politique israélienne et l'idéologie sioniste sont des crimes contre le peuple palestinien et sont suicidaires pour les Israéliens ». Interview.



Pierre Stambul. D. R.

Algeriepatriotique : L'armée israélienne mène une campagne de répression inédite contre les Palestiniens dans les territoires occupés. Depuis le début de la « marche du grand retour », qui commémore le 42e anniversaire de la « journée de la Terre », au moins 31 Palestiniens ont été tués et environ 2 500 autres ont été blessés par l'armée israélienne à Gaza. Tout cela en à peine dix jours. Quelle est la position de votre organisation par rapport à tout cela ?

Pierre Stambul : L'Union juive française pour la paix (UJFP) soutient totalement le peuple palestinien dans sa lutte pour ses droits. Nous faisons nôtres les revendications de l'appel BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) contre l'Etat d'Israël. Ces revendications, ce sont la liberté (fin de l'occupation et de la colonisation, libération des prisonniers, destruction du mur, fin du blocus de Gaza) ; l'égalité des droits entre Palestiniens et juifs israéliens ; la justice, c'est-à-dire le droit au retour sans aucune restriction des réfugiés palestiniens et l'autodétermination du peuple palestinien. La question du retour est une question centrale puisque le crime fondateur de cette guerre a été, en 1948-49, l'expulsion de la majorité des Palestiniens de leur terre.

Notre association dénonce l'apartheid israélien et la fragmentation du peuple palestinien. En tant qu'association juive, nous considérons que la politique israélienne et l'idéologie sioniste sont des crimes contre le peuple palestinien et sont suicidaires pour les Israéliens.

Gaza est une des parties de la Palestine fragmentée. C'est une prison où deux millions de personnes sont bouclées par terre, par mer et par air. Certains de nos membres y sont allés (dont moi, il y a deux ans). Nous connaissons la situation dramatique que vivent les Gazaouis : pénurie d'eau et d'électricité, crise sociale, chômage massif, bâtiments détruits non reconstruits faute de ciment, paysans et pêcheurs régulièrement agressés. Notre association a financé dans la bande de Gaza un château d'eau pour que les paysans puissent produire et nourrir la population, malgré le blocus.

Le fait que l'armée d'occupation ait tiré impunément sur une foule désarmée est une abomination.

La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a appelé dimanche à mettre fin au bain de sang orchestré par l'occupation israélienne dans la bande de Gaza, affirmant que la cour pourrait juger les auteurs pour « crimes de guerre ». Soutiendrez-vous d'éventuelles poursuites contre l'Etat d'Israël ?

Nous n'attendons qu'une seule chose : que les criminels Netanyahu, Lieberman ou Eizenkot soient enfin jugés et qu'on en finisse avec une impunité qui équivaut à un permis de tuer. Nous avons, hélas, des doutes. Les dirigeants israéliens n'ont pas été poursuivis pour les crimes de guerre ou crimes contre l'humanité commis à Gaza (Plomb durci 2008-9, Piliers de la défense 2012, Bordure protectrice 2014), pour l'attaque contre le Mavi Marmara (bateau turc attaqué dans les eaux internationales) ou pour les destructions de maisons, les cas de torture et les emprisonnements sans jugement.

L'Etat d'Israël est protégé de toute sanction par les Etats-Unis et l'Union européenne. L'Autorité palestinienne a aussi une responsabilité dans l'impunité d'Israël. Elle maintient la « coopération sécuritaire » avec l'occupant et ne saisit pas la CPI par peur que l'Union européenne cesse de la financer. Tant qu'Israël ne sera pas sanctionné, le rouleau compresseur colonial continuera.

L'ONG israélienne B'Tselem a publié cette semaine dans la presse des encarts publicitaires appelant les soldats à ne pas tirer sur des Palestiniens non armés lors de manifestations à la frontière avec la bande de Gaza. L'encart est intitulé « Désolé commandant, je ne tire pas ». Que pensez-vous de telles initiatives ? La société civile israélienne peut-elle peser dans ce dossier ?

Il y a en Israël une vingtaine d'associations anticolonialistes qui combattent très courageusement l'apartheid et la destruction de la société palestinienne. Nous les comparons souvent aux « porteurs de valises » français pendant la guerre d'Algérie.

B'Tselem n'est pas seule : il y a des associations à la fois palestiniennes et israéliennes, comme le Centre d'information alternatif ou l'Association des familles endeuillées. Des associations qui luttent contre la militarisation de la société israélienne, comme les différentes associations de refuzniks, les Anarchistes contre le mur ou Breaking the Silence. Des associations qui font revivre les villages palestiniens détruits pendant la Nakba comme De-Colonizer ou Zochrot. Des associations antiracistes et pour le « vivre ensemble dans l'égalité des droits » comme Ta'ayush, Tarabut ou le Forum pour la coexistence dans le Néguev. Des associations qui dénoncent les exactions israéliennes comme Machsom Watch ou les Femmes en noir. Et même des associations pour le boycott d'Israël comme Who Profits ou Boycott from Within.

Hélas, malgré leur détermination et leur courage, les anticolonialistes sont très minoritaires dans la société israélienne. Les valeurs morales se sont écroulées dans ce pays. L'appel de B'Tselem à désobéir à des ordres criminels est bien peu écouté. Le racisme le plus décomplexé s'exprime et l'indifférence à la souffrance de l'autre s'est généralisée. En Israël, l'air est sioniste, la population est conditionnée dès l'enfance. S'il n'y a pas de sanctions et si la société israélienne ne subit aucun dommage malgré ce que son Etat inflige à la Palestine, il n'y aura pas de

fracture significative dans la société israélienne.

Souvenons-nous qu'en 1961-62, l'opinion publique française était passée de l'approbation totale des pires crimes de l'armée française en Algérie à l'acceptation de l'indépendance parce que des milliers de jeunes appelés du contingent mourraient dans cette guerre.

Quelle est la position de l'UJFP concernant la décision du président Donald Trump de transférer l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem ?

Netanyahou comme Trump sont persuadés qu'ils peuvent écraser les Palestiniens. Il y a un siècle déjà, les sionistes rêvaient de faire des Palestiniens les Indiens du Proche-Orient, parqués dans leur réserve ou expulsés.

Pendant 25 ans, nous avons eu droit à la comédie du « processus de paix » qui a permis à la colonisation de prendre un nouvel essor et qui a abouti à la situation actuelle : le territoire est intégralement dominé par Israël, alors que 50% de la population entre la mer et le Jourdain est palestinienne. L'ensemble du pouvoir et des richesses appartient aux Israéliens. Trump rompt avec la comédie des « deux Etats vivant côte à côte ». Et avec l'autre comédie des Etats-Unis « médiateurs » dans cette guerre alors qu'ils soutiennent, militairement et politiquement, inconditionnellement la colonisation. Trump s'appuie sur l'Arabie Saoudite qui n'a plus peur d'afficher son soutien à Israël et sur l'Egypte qui participe activement au blocus de Gaza. Il affirme ouvertement : « Il n'y aura pas d'Etat palestinien », sauf à la rigueur un territoire surpeuplé, fragmenté et non viable qu'on baptiserait Etat.

Trump a officialisé ce que la direction palestinienne aurait dû comprendre depuis bien longtemps : le gouvernement américain est l'ennemi de leur cause et ses initiatives n'ont qu'un seul but : faire capituler les Palestiniens sur leurs revendications légitimes.

Comment l'UJFP voit le règlement du conflit palestino-israélien ? Pour quelle solution plaidez-vous ?

Deux Etats sur les frontières de 1967, ce n'est ni possible ni souhaitable. Pas possible parce qu'aujourd'hui, 750 000 juifs israéliens vivent au-delà de la ligne verte, la frontière internationalement reconnue. Les colons forment près de la moitié de l'armée et du gouvernement. Leur évacuation semble impossible. Pas souhaitable parce que le sionisme est une idéologie suprématiste ayant proclamé, il y a un siècle, que juifs et non-juifs ne peuvent pas vivre ensemble. Nous sommes contre la notion d'Etat juif à laquelle nous opposons l'idée d'Etat de tous ses citoyens.

Le projet historique sioniste, c'était un Etat juif homogène. Les sionistes l'ont détruit eux-mêmes avec la colonisation.

La solution la plus juste serait certainement ce qui était la position officielle de l'OLP avant 1988 : un seul Etat laïque et démocratique où musulmans, juifs, chrétiens ou non-croyants vivraient ensemble avec les mêmes droits. On mesure le chemin nécessaire pour convaincre une partie notable de la société israélienne que c'est la seule issue.

En fait, on est aujourd'hui de plain-pied dans l'apartheid décomplexé. Que ce soit en Afrique du Sud ou au sud des Etats-Unis, la lutte anti-apartheid a duré des décennies, mais elle a fini par triompher. C'est notre espoir. Et le BDS est une arme essentielle contre l'apartheid.

Propos recueillis par Sadek Sahraoui